



## Chapitre M-39

# LOI AUTORISANT LES MUNICIPALITÉS À PERCEVOIR UN DROIT SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

## CHAPITRE I INTERPRÉTATION

- Interprétation:** **1.** Dans la présente loi et dans les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:
- « contrepartie »:**
- a) la valeur de tout bien fourni par le cessionnaire à l'occasion d'un transfert;
  - b) le numéraire;
  - c) les privilèges, hypothèques et autres charges grevant un immeuble au moment du transfert;
  - d) le montant de la partie de la dette, en capital, intérêts et frais, qui est éteinte lorsqu'un créancier acquiert le droit de propriété d'un immeuble en conséquence d'une sûreté réelle grevant l'immeuble en sa faveur, sauf quant aux taxes municipales et scolaires;
  - e) la valeur marchande d'un immeuble au moment d'un transfert consistant en un bail emphytéotique ou en un louage s'y rapportant;
  - f) la valeur marchande d'un immeuble au moment du transfert de cet immeuble,
    - i. soit que le cessionnaire l'a acquis par acte à titre gratuit,
    - ii. soit qu'aucune contrepartie n'a été fournie ou stipulée dans l'acte de transfert,
    - iii. soit qu'une contrepartie a été fournie ou stipulée dans l'acte de transfert, lorsqu'elle est inférieure à la valeur marchande de l'immeuble dont il y a transfert;
- « droit de mutation »:** « droit de mutation »: le droit imposé en vertu de l'article 2;
- « immeuble »:** « immeuble »: un immeuble par nature ou un immeuble par destination, au sens du Code civil;
- « municipalité »:** « municipalité »: une corporation municipale créée par une loi ou en vertu d'une loi de la Législature, y compris une corporation de comté dans le seul cas où celle-ci agit comme corporation locale en vertu de l'article 27 du Code municipal;
- « organisme public »:** « organisme public »:
- a) un gouvernement;

- b) une municipalité;
  - c) une corporation publique dont le conseil, quant à la majorité de ses membres, est formé d'un collège d'élus municipaux, ou dont le budget, selon la loi, est soumis à un tel collège;
  - d) une corporation publique de l'un des organismes mentionnés aux paragraphes a, b et c, et qui est désignée par règlement;
  - e) une commission scolaire;
- « *personne* »: « *personne* »: une personne ainsi qu'une fiducie, une société, une association, un syndicat et tout autre groupement de quelque nature que ce soit;
- « *règlement* »: « *règlement* »: un règlement adopté par le gouvernement en vertu de la présente loi;
- « *transfert* »: « *transfert* »: le transfert du droit de propriété d'un immeuble ainsi que le contrat de louage d'un immeuble, pourvu que la période qui court à compter de la date du transfert jusqu'à celle de l'arrivée du terme du contrat de louage, y compris toute prolongation ou tout renouvellement y mentionné, excède 40 ans; le mot transfert ne comprend pas le transfert fait dans le seul but de garantir le paiement d'une dette ni la rétrocession faite par le créancier.

1976, c. 30, a. 1.

## CHAPITRE II

### ASSUJETTISSEMENT AU DROIT DE MUTATION ET PROCÉDURE

**Imposition de droit par règlement.** **2.** Une municipalité peut, par règlement de son conseil, imposer un droit sur le transfert d'un immeuble situé dans son territoire, au taux de trois dixièmes de un pour cent de la valeur de la contrepartie de ce transfert, jusqu'à concurrence de \$50,000 de cette valeur, et de six dixièmes de un pour cent de l'excédent.

**Entrée en vigueur.** Ce règlement entre en vigueur le quinzième jour suivant la publication d'un avis de son adoption dans la *Gazette officielle du Québec* et il ne requiert aucune autre formalité de promulgation.

1976, c. 30, a. 2.

**Copie du règlement au registraire.** **3.** Le greffier ou, selon le cas, le secrétaire-trésorier de la municipalité doit transmettre au registraire de la division d'enregistrement où est située la municipalité copie du règlement visé à l'article 2 dès sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*. Lorsque le territoire de la municipalité s'étend dans plus d'une division d'enregistrement, cette transmission est faite au registraire de chaque division d'enregistrement dans laquelle s'étend ce territoire.

**Avis indiquant titre du perceuteur.** L'envoi prévu au premier alinéa doit aussi comprendre un avis

indiquant le titre du fonctionnaire chargé de la perception des taxes dans la municipalité.

1976, c. 30, a. 3.

- |   |   |
|---|---|
| <p>Responsabilité du cessionnaire.</p> <p>Plusieurs cessionnaires.</p> <p>Cessionnaire exonéré pour partie.</p> | <p><b>4.</b> Le cessionnaire de l'immeuble dont il y a transfert est tenu au paiement du droit de mutation à la municipalité.</p> <p>Si le transfert est fait à plusieurs cessionnaires, ceux-ci sont solidairement tenus au paiement du droit de mutation.</p> <p>Si le transfert est fait pour partie à un cessionnaire qui est exonéré du droit de mutation et pour partie à un autre cessionnaire qui ne l'est pas, ce dernier n'est tenu au paiement du droit de mutation que sur la portion de la contrepartie qui correspond à la partie du transfert qui lui est faite.</p> <p>1976, c. 30, a. 4.</p> |
| <p>Cédant et cessionnaire tenus au paiement.</p>  | <p><b>5.</b> Le cédant est solidairement tenu au paiement du droit de mutation avec le cessionnaire dans les cas suivants:</p> <p>a) si la contrepartie fournie par le cessionnaire excède le montant de cette contrepartie qui est mentionné dans l'acte de transfert, mais seulement pour la portion du droit de mutation applicable à l'excédent;</p> <p>b) si le cédant commet une infraction visée à l'article 23.</p> <p>1976, c. 30, a. 5.</p>   |
| <p>Date de la dette.</p>  | <p><b>6.</b> Le droit de mutation est dû à compter de l'enregistrement de l'acte de transfert.</p> <p>1976, c. 30, a. 6.</p>  |
| <p>Partage du droit entre municipalités.</p>  | <p><b>7.</b> Lorsqu'un immeuble dont il y a transfert est situé partie dans une municipalité et partie dans une ou plusieurs autres, un seul droit de mutation est dû pour l'ensemble des municipalités intéressées, qui se le partagent à parts égales. Le parfait paiement du droit à l'une quelconque de ces municipalités libère le débiteur à l'égard de toutes ces municipalités. Ces dernières peuvent exercer solidairement le recours prévu à l'article 16.</p>  |
| <p>Municipalité où règlement n'est pas en vigueur.</p>  | <p>Si l'immeuble s'étend à la fois dans une municipalité où n'est pas en vigueur le règlement visé par l'article 2 et dans une municipalité où ce règlement est en vigueur, le droit de mutation est alors payable en entier à cette dernière.</p> <p>1976, c. 30, a. 7.</p>  |

Diminution du produit d'un droit exproprié de la contrepartie de remplacement.	<p><b>8.</b> 1. La valeur de la contrepartie fournie par le cessionnaire lors d'un transfert d'immeuble acquis en remplacement d'un droit immobilier qu'il a cédé lors d'une expropriation ou qu'il a cédé à une personne à la suite d'un avis d'expropriation donné par cette dernière, doit être diminuée, aux fins du calcul du droit de mutation, d'un montant égal au produit de l'aliénation qui peut raisonnablement être attribué à ce droit immobilier.</p> <p>2. La diminution visée au paragraphe 1 n'a lieu que si:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) l'immeuble acquis en remplacement est affecté à des fins similaires à celles du droit immobilier remplacé; et</li> <li>b) l'immeuble acquis en remplacement est acquis avant la fin de la deuxième année suivant <ul style="list-style-type: none"> <li>i. le jour du transfert du droit immobilier remplacé, ou</li> <li>ii. si le droit immobilier a été exproprié, le premier en date des jours suivants: <ul style="list-style-type: none"> <li>A) le jour où le cessionnaire a convenu d'une indemnité finale pour le droit immobilier;</li> <li>B) lorsqu'une réclamation ou autre procédure a été produite devant un tribunal compétent, le jour où l'indemnité est définitivement établie par ce tribunal;</li> <li>C) lorsqu'une réclamation ou autre procédure mentionnée au sous-paragraphe B n'a pas été produite dans les deux ans de l'événement donnant lieu à l'indemnité, le jour du deuxième anniversaire de cet événement.</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> <p>3. La diminution visée au paragraphe 1 ne s'applique pas si le <u>droit immobilier remplacé</u> était destiné à des fins spéculatives.</p> <p>1976, c. 30, a. 8.</p>
Contenu de l'acte de transfert.	<p><b>9.</b> L'acte de transfert relatif à un immeuble situé, en totalité ou en partie, dans une municipalité où est en vigueur le règlement visé à l'article 2 doit contenir les mentions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les nom et prénoms du cédant et du cessionnaire;</li> <li>b) l'adresse de la résidence principale du cédant;</li> <li>c) l'adresse de la résidence principale du cessionnaire;</li> <li>d) le nom de la municipalité dans laquelle est situé l'immeuble;</li> <li>e) la déclaration du cédant et du cessionnaire établissant la valeur de la contrepartie ou la valeur de la portion de la contrepartie visée au troisième alinéa de l'article 4;</li> <li>f) le montant du droit de mutation;</li> <li>g) les mentions requises par les articles 17 à 20, s'il y a lieu;</li> <li>h) toute autre mention prescrite par règlement.</li> </ul>
Refus d'enregistrer acte incomplet.	<p>Le registraire doit refuser d'enregistrer un tel acte s'il y constate l'absence des renseignements requis en vertu du présent article ou <u>d'un règlement</u>.</p> <p>1976, c. 30, a. 9.</p>

- Avis de mutation au percepteur des taxes.** **10.** Dans les trente jours de l'enregistrement, le régistrateur remet un avis de mutation au fonctionnaire chargé de la perception des taxes dans la municipalité où est situé l'immeuble dont il y a transfert et où est en vigueur le règlement visé à l'article 2.
- Mentions.** Cet avis de mutation doit contenir les mentions stipulées à l'article 9.
- 1976, c. 30, a. 10.
- Délai de perception du droit et intérêt.** **11.** Le droit de mutation est exigible à compter du trente et unième jour suivant l'envoi d'un compte à cet effet par le fonctionnaire chargé de la perception des taxes dans la municipalité. Il porte intérêt à compter de ce jour au taux alors en vigueur dans la municipalité pour les intérêts sur les arrérages de taxes.
- Échéance.** Le compte doit indiquer la date de son échéance.
- 1976, c. 30, a. 11.
- Privilege en faveur de la municipalité.** **12.** La créance résultant du droit de mutation ou de tout montant à parfaire sur ce droit constitue, en faveur de la municipalité, un privilège sur les biens meubles du débiteur, ainsi que sur l'immeuble faisant l'objet du transfert dans le cas où ce transfert confère au cessionnaire un droit de propriété. Ce privilège ne requiert pas la formalité de l'enregistrement et il confère à la créance le même rang de collocation que celui des taxes municipales.
- 1976, c. 30, a. 12.
- Prescription.** **13.** La créance résultant du droit de mutation se prescrit par trois ans à compter de l'enregistrement de l'acte de transfert, sauf tout montant impayé de cette créance par suite de quelque déclaration frauduleuse ou équivalente à fraude.
- 1976, c. 30, a. 13.
- Montant de la contrepartie inadéquat.** **14.** Lorsque le fonctionnaire chargé de la perception des taxes dans la municipalité est d'avis que la contrepartie fournie par le cessionnaire excède le montant de la contrepartie qui est mentionné dans l'acte de transfert, ou que le transfert a été faussement interprété comme étant l'un de ceux que vise le chapitre III, il doit faire mention au compte de tout changement pertinent qu'il juge devoir apporter aux renseignements visés à l'article 9, modifier le montant de la contrepartie en conséquence ou, s'il y a lieu, y suppléer, et appliquer le taux prévu à l'article 2 en tenant compte de tels changements et modification. Dans tous ces cas, le droit de mutation est payable selon le montant de la contrepartie mentionnée au compte,

sous réserve de tout jugement de dernier ressort résultant d'une poursuite intentée en vertu de l'article 16.

1976, c. 30, a. 14.

Remboursement pour  
fermes et boisés.

**15.** La municipalité doit rembourser à celui qui y était obligé tout montant perçu par elle comme droit de mutation, avec intérêt aux mêmes conditions que celles régissant le remboursement des taxes foncières municipales, *mutatis mutandis*:

a) si le rôle d'évaluation est l'objet d'une modification, cassation ou annulation en vertu d'une décision de dernier ressort résultant d'un recours fondé soit sur la section VIII ou la section IX de la Loi sur l'évaluation foncière (chapitre E-16), soit sur l'article 33 du Code de procédure civile, et

b) s'il résulte de cette décision de dernier ressort que l'immeuble, au moment de l'enregistrement de l'acte de transfert, était une ferme ou un boisé devant apparaître comme tel au rôle d'évaluation.

1976, c. 30, a. 15.

Modalités de recouvrement.

**16.** À compter du jour où le droit de mutation est exigible, son recouvrement se fait en la manière prévue pour les poursuites en recouvrement de taxes suivant, selon le cas, les articles 724 et 724a du Code municipal ou 509 et 510 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19), *mutatis mutandis*. Le tribunal peut alors adjuger sur quelque litige résultant de l'application de l'article 14 ou du troisième alinéa de l'article 21.

Dispositions applicables à  
Québec et Montréal.

Aux fins du présent article, les dispositions de la Loi sur les cités et villes s'appliquent aux villes de Québec et de Montréal, *mutatis mutandis*.

Recouvrement des  
montants payés en surplus.

Lorsque la différence entre le montant du droit de mutation établi en vertu du paragraphe f du premier alinéa de l'article 9 et celui indiqué au compte tel qu'établi en vertu de l'article 14 ou du troisième alinéa de l'article 21 n'excède pas quatre cents dollars, le cessionnaire qui est une personne physique et qui a payé intégralement le compte dans le délai prescrit par l'article 11, peut se pourvoir conformément au livre huitième du Code de procédure civile pour recouvrer tout montant payé en surplus du montant auquel il peut être légalement tenu. Le cessionnaire doit exercer ce recours dans les quatre-vingt-dix jours de l'expiration du délai prévu à l'article 11 et il incombe alors à la municipalité de justifier le compte tel qu'établi en vertu de l'article 14 ou du troisième alinéa de l'article 21. Le présent alinéa s'applique malgré la Charte des droits et libertés de la personne (chapitre C-12).

1976, c. 30, a. 16.

### CHAPITRE III

#### EXONÉRATIONS

Transfert impliquant  
organisme public, ferme,  
boisé, mine.

**17.** Il y a exonération du paiement du droit de mutation dans les cas suivants, pourvu qu'il en soit fait mention à l'acte de transfert:

- a) lorsque le cessionnaire est un organisme public;
- b) lorsqu'un immeuble acquis soit par une municipalité soit par une communauté urbaine ou régionale en vertu d'un fonds industriel est cédé par cette municipalité ou cette communauté en vertu des articles 5 ou 8 de la Loi sur les fonds industriels (chapitre F-4) ou d'une disposition législative visant les mêmes fins;
- c) lorsqu'un immeuble est cédé à des fins industrielles, ou à des fins industrielles et commerciales, par un cédant qui est une corporation publique créée par une loi de la Législature et à qui cette loi impose l'obligation de faire rapport annuellement soit au ministre de l'industrie et du commerce, soit au ministre des affaires municipales;
- d) lorsque l'immeuble apparaît au rôle d'évaluation comme une ferme ou comme un boisé; ou
- e) lorsque l'immeuble transféré en est un visé à l'article 3 de la Loi sur les mines (chapitre M-13).

1976, c. 30, a. 17.

Entreprise du cessionnaire  
consistant dans le prêt  
d'argent.

**18.** Il y a exonération du paiement du droit de mutation lorsque l'entreprise du cessionnaire consiste dans le prêt d'argent assorti de sûretés réelles, pourvu qu'il soit fait mention à l'acte de transfert de l'accomplissement des conditions suivantes:

- a) le transfert d'un immeuble au cessionnaire doit avoir été fait en application d'une stipulation de l'acte constitutif de sûreté consenti par le cédant pour garantir le paiement d'une dette ou de toute autre manière dans le but soit d'éteindre une dette assortie de la sûreté réelle, soit d'assurer la protection d'une telle sûreté ou d'une créance;
- b) le cessionnaire ne doit pas être une personne liée au cédant au sens de l'article 19 de la Loi sur les impôts (chapitre I-3); et
- c) le cessionnaire ne doit pas avoir acquis l'immeuble à la suite d'une ou de plusieurs opérations faites principalement dans le but d'éviter ou d'éluder le paiement du droit de mutation.

1976, c. 30, a. 18.

Transfert entre une  
corporation et une personne  
contrôlant les actions;  
fusion.

**19.** Il y a exonération du paiement du droit de mutation dans les cas suivants, pourvu qu'il soit fait mention à l'acte de transfert du fait que:

- a) le transfert est fait par un cédant, qui est une personne physique, à un cessionnaire qui est une corporation dont au moins 90 pour

cent des actions de son capital-actions, émises et ayant plein droit de vote, sont la propriété de ce cédant immédiatement après le transfert;

b) le transfert est fait par un cédant qui est une corporation, en faveur d'une personne physique, si cette dernière est propriétaire, immédiatement avant le transfert, d'au moins 90 pour cent des actions émises, ayant plein droit de vote, du capital-actions du cédant; ou que

c) le cessionnaire est une nouvelle corporation suite à la fusion de plusieurs corporations.

1976, c. 30, a. 19.

Autres exonérations.

**20.** Il y a exonération du paiement du droit de mutation dans les cas suivants, pourvu qu'il soit fait mention à l'acte de transfert du fait que:

a) le montant de la contrepartie est inférieur à \$5,000;

b) l'acte est relatif au transfert d'un immeuble à une corporation et que le cédant est une fiducie qui a été constituée dans le seul but d'acquérir et de détenir temporairement l'immeuble jusqu'à ce que cette corporation soit constituée;

c) l'acte est relatif au transfert d'un immeuble par un cédant qui est une personne physique ou une fiducie, à un cessionnaire qui est une fiducie régie par une juridiction de *common law* et que le transfert n'entraîne pas de changement dans le *beneficial ownership* de l'immeuble;

d) l'acte est relatif au transfert d'un immeuble en ligne directe, ascendante ou descendante, ou entre conjoints, entre beau-père ou belle-mère et gendre ou bru ou entre beau-père ou belle-mère et beau-fils ou belle-fille; ou que

e) l'acte est relatif au transfert d'un immeuble à un cessionnaire qui est une fiducie, et que le cédant et la personne au bénéfice de laquelle la fiducie est établie sont des personnes liées entre elles au sens du paragraphe *d*.

1976, c. 30, a. 20.

Exonération sans effet lors de modifications au rôle d'évaluation.

Modification du rôle réputée être l'enregistrement d'un acte de transfert.

Calcul du compte selon valeur marchande.

**21.** L'exonération prévue au paragraphe *d* de l'article 17 cesse d'avoir effet à compter du jour où l'immeuble n'apparaît plus au rôle d'évaluation comme une ferme ou comme un boisé.

Si le cessionnaire ayant bénéficié de l'exonération est alors encore détenteur du titre à lui dévolu en vertu du transfert exonéré et s'il s'est écoulé moins de cinq ans depuis l'enregistrement de l'acte de transfert, la modification du rôle est alors réputée être l'enregistrement d'un acte de transfert au sens de la présente loi, et le détenteur du titre, le cessionnaire de l'immeuble dont il y a transfert.

Le cas échéant, le fonctionnaire chargé de la perception des taxes



- dans la municipalité doit établir le compte selon une contrepartie équivalant à la valeur marchande de l'immeuble au moment du transfert réputé.
- Application partielle. Si une partie seulement de l'immeuble n'apparaît plus au rôle comme une ferme ou comme un boisé, la règle prévue aux deuxième et troisième alinéas s'applique à cette partie.
- 1976, c. 30, a. 21.

## CHAPITRE IV

### DISPOSITIONS FINALES

- Renseignements confidentiels. **22.** Sauf ceux dont la loi prévoit déjà le caractère public, sont confidentiels tous renseignements obtenus dans l'application de la présente loi. Il est interdit à toute personne de communiquer ou de permettre que soit communiqué à une personne qui n'y a pas légalement droit un tel renseignement ou de permettre à une telle personne de prendre connaissance d'un document contenant un tel renseignement ou d'y avoir accès.
- Renseignement pouvant être communiqué. Toutefois un tel renseignement peut, à la demande écrite de l'intéressé ou de son représentant autorisé, être communiqué à une personne désignée dans la demande.
- Infraction et peine. Quiconque contrevient au présent article commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende n'excédant pas \$1,000.
- 1976, c. 30, a. 22.
- Infraction et peine. **23.** Toute personne qui:
- a) fait des déclarations fausses ou trompeuses, ou participe, consent ou acquiesce à leur énonciation dans un acte de transfert qui est présenté pour enregistrement, ou
  - b) volontairement et de quelque manière, élude ou tente d'éluder l'observation de la présente loi ou le paiement du droit de mutation, commet une infraction et est passible d'une amende n'excédant pas \$2,000 en plus d'une pénalité de vingt-cinq pour cent du montant du droit qu'il a éludé ou tenté d'éluder ou a permis d'être éludé.
- 1976, c. 30, a. 23.
- Règlements. **24.** Le gouvernement peut faire des règlements pour:
- a) imposer l'inclusion de certaines mentions dans les actes, déclarations, avis, comptes ou autres documents visés à la présente loi;
  - b) déterminer la manière dont doivent être faites les mentions requises en vertu de la présente loi et des règlements;
  - c) désigner les corporations publiques visées par le paragraphe

*d* de la définition de l'expression «organisme public» à l'article 1;  
*d)* établir les règles concernant la déclaration de la contrepartie fournie dans un transfert et de la valeur marchande d'un bien.

1976, c. 30, a. 24.

Entrée en vigueur des  
règlements.

**25.** Un règlement adopté en vertu de la présente loi entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

1976, c. 30, a. 25.

Abrogation du règlement  
imposant un droit.  
Avis au registraire.

**26.** L'abrogation du règlement municipal visé à l'article 2 se fait selon les formalités prescrites par ce même article.

Le greffier ou, selon le cas, le secrétaire-trésorier de la municipalité doit, le cas échéant, informer le registraire en la manière prescrite par l'article 3.

1976, c. 30, a. 26.

Perception du droit de  
mutation déléguée à  
corporation du comté.

**27.** Le conseil d'une municipalité de village ou de campagne peut, par le règlement visé à l'article 2, ou par une modification audit règlement, déléguer à la corporation du comté dont cette municipalité fait partie la perception du droit de mutation. Dans ce cas, la copie du règlement visé à l'article 3 doit être accompagnée de l'avis visé au deuxième alinéa dudit article 3 et contenir, *mutatis mutandis*, l'information requise dans cet avis.

Formalités de perception et  
de recouvrement.

Pour le reste, les formalités de perception et de recouvrement en justice prévues dans la présente loi s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la perception et au recouvrement faits par la corporation de comté, laquelle agit, à tous égards, pour et au nom de la municipalité de village ou de campagne. Tous montants ainsi perçus ou recouvrés doivent être remis, à la fin de chaque mois, à chaque municipalité de campagne ou de village pour et au nom de laquelle la corporation de comté a agi, respectivement.

1976, c. 30, a. 27.

Ministre responsable.

**28.** Le ministre des affaires municipales est chargé de l'application de la présente loi.

1976, c. 30, a. 28.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 30 des lois annuelles de 1976, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception de l'article 29, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre M-39 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978



## **TABLE DE CONCORDANCE**

**LOIS DU QUÉBEC,  
1976**

**LOIS REFONDUES,  
1977**

### **Chapitre 30**

### **Chapitre M-39**

**LOI AUTORISANT LES  
MUNICIPALITÉS À  
PERCEVOIR UN DROIT  
SUR LES MUTATIONS  
IMMOBILIÈRES**

**LOI AUTORISANT LES  
MUNICIPALITÉS À  
PERCEVOIR UN DROIT  
SUR LES MUTATIONS  
IMMOBILIÈRES**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 28	1 - 28	
29		Omis

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*

